



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 14 - mai 2010

Il ne faut jamais laisser des contre-vérités s'installer

Faute de pouvoir présenter ne serait-ce qu'une seule avancée dans l'amélioration du quotidien des Malgaches qui, bien au contraire, vivent dans la terreur et s'enfoncent dans la pauvreté, Andry Rajoelina a eu de nouveau recours au truquage de la vérité - qui lui a réussi en 2008 pour diaboliser Marc Ravalomanana – pour tenter de relativiser le désastre sans précédent dans lequel il a plongé Madagascar. Ainsi, il a affirmé que rien n'avait été fait avant lui à Madagascar et que les chefs d'Etat et les gouvernements qui se sont succédés en cinquante ans avaient tous été incompétents et corrompus. **C'est évidemment plus facile à dire que de faire son propre bilan. Ce faisant, il contribue à renforcer l'image fautive et injuste des pays en voie de développement en général et de Madagascar en particulier que les médias occidentaux véhiculent pour occulter le fait que les échecs de ces pays résultent en grande partie du système économique mondial entièrement tourné vers le bénéfice des grandes puissances. Ce faisant, il montre surtout son absence de patriotisme en dénigrant de façon primaire son propre pays par dépit.**

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose.

Répétez, répétez les contre vérités, il se trouvera toujours quelqu'un pour y croire.

C'est la vieille recette appliquée par tous les voyous de la politique à travers l'histoire. Fascistes de Mussolini en Italie, fascistes de Franco en Espagne, police politique de Staline en URSS, Maccarty aux Etats-Unis, dictateurs d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, ceux qui nient contre toute évidence le génocide des Juifs par les nazis comme Le Pen : **tous ont eu recours au mensonge et à la désinformation soit pour se maintenir au pouvoir, soit pour tenter de justifier des crimes, soit pour masquer leurs échecs.**

A défaut de capacité pour diriger un pays, Andry Rajoelina est décidément plus doué pour manipuler les faits. Mais peut-être ne faut-il plus parler de capacité – même de manipulation - devant l'énormité de la déclaration, mais plutôt d'une **ignorance crasse et sans espoir de ce qui touche Madagascar, ce qui le disqualifie à tout jamais de diriger ce pays.** En effet, une connaissance minimum de l'histoire de ces cinquante années de pseudo retour de l'indépendance suffit pour reconnaître qu'aucun de nos dirigeants n'a jamais été véritablement libre de ses choix stratégiques, sort qu'ils ont partagé avec l'ensemble des dirigeants des ex colonies françaises. Ce qui ne les a pas empêchés de contribuer, même imparfaitement et chacun à sa manière à des avancées vers le développement de Madagascar.

Les apports du Président Tsiranana

Les réalisations les plus marquantes du Président Tsiranana furent peut-être celles touchant à l'éducation. Il a doté chaque capitale provinciale d'un lycée et l'université d'Ankatso vit le jour sous la première république. Des efforts importants furent également fournis pour moderniser la riziculture (repiquage en ligne, construction de barrages d'irrigation). Sous cette même république, il était possible de circuler pratiquement dans toute l'île dans des voitures de tourisme car des routes et des pistes carrossables furent construites et les anciennes bien entretenues. Certes, si la vie de la population fut relativement facile, tout n'était pas dû aux gouvernements de l'époque, car Madagascar bénéficiait aussi du boom économique mondial des années soixante et la Grande Ile ne comptait que cinq millions d'habitants en 1960. Mais si la lourde tutelle française suscita des frustrations légitimes, il y eut de la part du Président Tsiranana, avant sa maladie et les querelles de succession qui s'en suivirent et qui furent à l'origine de nombreux abus, une réelle volonté de faire progresser le pays.

Les apports du Président Ratsiraka

S'agissant de Didier Ratsiraka et de la deuxième république, on retiendra surtout l'échec économique qui a conduit au surendettement de Madagascar, les pénuries d'aliments de première nécessité et de médicaments, les famines dans certaines régions, la répression brutale des opposants ainsi que le développement de la corruption, inséparable de l'appauvrissement et d'un régime autoritaire. Faut-il pour autant oublier que Ratsiraka, jeune ministre des affaires étrangères du gouvernement Ramanantsoa, fut celui qui eut le cran de renégocier les accords de coopération avec la France et que pour cela, il fut à son retour de ces négociations accueilli en héros par une foule immense, consciente que les Malgaches avaient retrouvé un peu de leur dignité ?

Il faut également mettre à son crédit sa capacité de développer une vision de développement exigeant la maîtrise des moyens de production par les Malgaches. Il a échoué dans la mise en œuvre de cette vision parce qu'il a sacrifié à la recherche de son maintien au pouvoir l'exigence de rigueur dans la gestion des entreprises nationalisées ou créées. Si la mise en œuvre de cette vision a échoué, le principe n'en demeure pas moins valable aujourd'hui, car la non maîtrise de nos ressources naturelles et des moyens de les valoriser reste le frein principal au développement de Madagascar.

Par ailleurs, il ne faut pas non plus oublier que le durcissement de la guerre froide entre le bloc de l'ouest et celui de l'est ne laissait pratiquement pas de marge de manœuvre aux dirigeants du tiers-monde des années soixante dix et quatre vingt.

Il est significatif à cet égard que dans ces années-là, les dirigeants progressistes, c'est-à-dire voulant se libérer du système néocolonial, aient été qualifiés de marxistes simplement parce qu'ils furent contraints, devant les manœuvres de rétorsion économiques et politiques, de rechercher d'autres partenaires dans le bloc de l'est et d'y rechercher également une protection, pour ne pas se faire éliminer physiquement ou par un coup d'Etat.

Les apports du Président Zafy

Le Président Zafy restera dans l'histoire malgache comme le chef d'Etat dont le mandat, même inachevé suite à son empêchement par l'assemblée nationale, a permis les plus grandes avancées démocratiques. Ses erreurs dans ses choix politiques - illustrées notamment par la confiance qu'il accorda à Richard Andriamanjato aux dépens du premier ministre Francisque Ravony, élu suivant la constitution de l'époque par l'assemblée nationale, et contre lequel il alla jusqu'à une modification de la constitution afin de le chasser de la primature - ne doivent cependant pas faire oublier ces acquis démocratiques qui ont permis de préserver le choix des électeurs en 2002 et permet encore aujourd'hui l'existence d'une forte opposition citoyenne au pouvoir de fait imposé par des putschistes.

Zafy Albert fut démocratiquement élu. Son souci d'être proche et à l'écoute de la population répondait à une attente forte des Malgaches, bien que, comme tout ce qui est excessif, ses trop longues tournées à travers l'île aient eu, entre autres aspects négatifs, celui de lui faire parfois négliger la gestion de l'Etat. C'est sous sa présidence que les élections législatives ont pu être qualifiées pour la première fois de libres et transparentes et c'est sous sa présidence que le pouvoir au niveau des communes a été rendu à des maires et des conseillers municipaux élus, ce dont Andry Rajoelina a été bien heureux de profiter.

Les apports du Président Ravalomanana

Notre Lettre numéro 7 ayant déjà traité des réalisations du Président Ravalomanana (voir sur notre blog), nous rappellerons simplement qu'il a été celui dont le bilan économique et social a été le plus brillant en sept années au pouvoir. L'ironie de l'histoire aura voulu qu'un litige électoral ait opposé aussi durement Ratsiraka et Ravalomanana qui avaient pourtant en commun le désir de voir leur pays s'émanciper de la tutelle néocoloniale.

Tous deux, chacun à sa manière, auront été victimes de la Françafrique.

Ratsiraka fut contraint de rentrer dans le rang et de faire partie, pour rester au pouvoir, du club des bons amis de la France. Le contexte de l'après guerre froide et l'émergence de nouvelles puissances économiques rendait le rêve d'émancipation de Madagascar un peu plus réalisable en 2002. Ravalomanana était en train de réaliser le rêve de jeunesse de Ratsiraka. Mais il a commis l'erreur de sous-estimer la capacité de nuisance dont dispose encore la France.

L'arrogance d'Andry Rajoelina

Suite à la dernière déclaration de Rajoelina annonçant son renoncement à se présenter aux futures élections présidentielles, et dans laquelle il a cru bon, par dépit, de salir ce qu'il ne pouvait plus avoir, il nous est apparu indispensable de faire ce bref rappel des bilans des chefs d'Etat qui se sont succédés à Madagascar depuis 1960. Ces bilans, bien que sommaires, n'en contredisent pas moins cette déclaration antipatriotique d'Andry Rajoelina que Madame Bezaza, petite fille du Président Tsiranana a qualifié pour sa part d'arrogante.

L'arrogance que permet la force des armes – mais pour combien de temps ? – est en effet l'ultime paravent derrière lequel Andry Rajoelina tente de camoufler tous ses manques. Manque d'autorité et de crédibilité comme l'a récemment déclaré sur RFI Jean Eric Rakotoarisoa qui n'est pourtant pas précisément un partisan de Marc Ravalomanana. Manque de résultats comme le montrent toutes ses promesses non tenues quant au coût de la vie, à la liberté d'expression, à la sécurité des biens et des personnes. Manque de sens de l'honneur comme le montrent ses multiples mensonges et reniements de la parole donnée comme de la chose signée.

Certes, de graves erreurs sont imputables aux dirigeants qui se sont succédés à Madagascar. Il ne s'agit pas de nier les responsabilités nationales dans l'échec du développement de ce pays. Mais encore une fois, il serait injuste de faire abstraction de la responsabilité de la Françafrique dans ces échecs. Peut-on en effet parler de hasard quand 45% des pays les plus pauvres du monde sont d'anciennes colonies françaises, alors que les anciennes colonies anglaises représentent 15% ? Même les pays longtemps considérés comme les plus francophiles comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal ont revu, ou sont en train de revoir, leur mode de coopération avec l'ancienne puissance coloniale.

Pour ne citer qu'un exemple de cette remise en cause d'un partenariat non équitable, de plus en plus de voix s'élèvent contre la gestion léonine par la France du Franc CFA et l'obstacle aux initiatives que cela constitue pour les Etats africains au sein de cette zone. Le Président Wade - de l'amitié duquel Andry Rajoelina aimerait bien se prévaloir - a clairement exprimé sa volonté dans ce sens dans un entretien qu'il a récemment eu avec des journalistes français, dans le cadre du cinquantenaire du retour des indépendances africaines.

Mais ce sont peut-être là des sujets que le Président Wade n'a pas estimé pertinent d'aborder avec Andry Rajoelina à qui il a préféré conseiller de se former d'abord pendant dix ans avant de vouloir présider aux destinées d'un Etat ?

Hélas, il faut de la sagesse pour avoir l'humilité d'écouter les conseils avisés. Andry Rajoelina vient de faire l'inverse en formant unilatéralement un énième gouvernement, qui allongera la liste des sanctionnés par la communauté internationale. (Voir les documents en annexe sur notre blog). **Formation d'ailleurs laborieuse s'il en fut, avec des membres dont la principale motivation est de porter un titre forcément éphémère, mais qui permet un enrichissement rapide garanti.**

Le Mahatma Gandhi a établi une liste de ce qu'il considérait comme « les sept péchés sociaux ». Les trois qu'il place en tête sont « **La politique sans principes** », « **La richesse sans travail** » et « **Le plaisir sans conscience** ». (« Young India », 1925)

Andry Rajoelina a commis ces péchés capitaux envers Madagascar. Nous ne devons jamais l'oublier.

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Île de la Réunion